



## Note sur la transparence de las finances des entreprises publiques

Un élément clé pour parvenir à l'exhaustivité dans le rapport des finances publiques est l'incorporation de contenus liés à la gestion des entreprises publiques. Cette note vise donc à guider le Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin en termes d'actions spécifiques pour l'inclusion et la présentation de ces informations dans leurs rapports. Avec ce qui précède, l'objectif est d'améliorer la position du pays dans les différents indices évaluant la transparence des finances publiques.

### 1. Index du budget ouvert (IBO)

Les informations sur les entreprises publiques dans le cadre de la proposition de budget de l'exécutif, selon l'évaluation faite par l'IBO, sont reflétées à travers la question 37, dans laquelle le Bénin a une note de « D »<sup>1</sup>. Afin d'améliorer la valorisation, il convient d'inclure des informations sur les transferts reçus et émis par les entreprises publiques, au moins pour l'année pour laquelle la proposition est faite, ainsi qu'une discussion narrative desdits transferts, en envisageant d'inclure dans la section « Situation financière des entreprises publier » ce qui suit<sup>2</sup>:

- Un tableau qui présente la répartition du montant estimé par chaque source de revenus pour chacune des entreprises, en contraste avec les montants globaux par type de entreprise (office ou société).
- Ladite table doit avoir des éléments de revenus homologués à ceux utilisés pour le reste du budget.
- En ce qui concerne les dépenses, un tableau doit être inclus qui montre le montant de chaque élément considéré par la proposition de l'exécutif, avec la désagrégation selon chacune des classifications de dépenses: administrative, économique et fonctionnelle.
- Il est également recommandé d'incorporer un tableau présentant les flux de trésorerie proposés, y compris les soldes primaire et opérationnel, pour chaque entreprise.
- S'il est possible de lier le budget à des programmes budgétaires spécifiques mis en œuvre par des entreprises publiques, inclure également les dépenses par programme de chacune.

Concernant la discussion narrative, il est recommandé:

- Incluez une description des tableaux mentionnés précédemment.

<sup>1</sup> <https://www.internationalbudget.org/sites/default/files/2020-05/benin-fix.pdf>

<sup>2</sup> Une pratique de référence utile pour la structure de chaque graphique se trouve au Mexique, qui a une note « A » dans cette question et montre une présentation détaillée de ses différents types d'entreprises publiques: <https://www.ppef.hacienda.gob.mx/es/PPEF2019/tomoVII>. Le questionnaire complet pour le Mexique est disponible à: <https://www.internationalbudget.org/sites/default/files/2020-05/mexico-202002150030.pdf>.



- Expliquez la logique économique des estimations de revenu.
  - À ce stade, il est pertinent d'inclure la logique et les projections de la dette ou des passifs financiers existants ou à acquérir. Le cas échéant, il aidera également la question 43 (notation actuelle « C ») relative à la publication d'informations sur les passifs et les analyses de viabilité financière du pays.
- Exposer la logique de politique publique qui sous-tend les décisions de dépenses, en intégrant leur lien avec les objectifs à court, moyen et long terme établis dans les documents de politique publique tels que le Plan de développement national et les programmes opérationnels annuels.

## 2. Évaluation du PEFA

Pour améliorer les dimensions ID-6. Opérations du gouvernement central non incluses dans les rapports financiers. 6.1 Dépenses non incluses dans les rapports financiers et 6.2 Recettes non incluses dans les rapports financiers (notes « D ») et ID-10. Rapport sur les risques fiscaux. 10.1 Surveillance des entreprises publiques ou des sociétés (notation « D ») les points suivants doivent être pris en compte:

### ID-6. Opérations du gouvernement central non incluses dans les rapports financiers

Comme le montre la section précédente, il n'y a actuellement pas assez d'informations publiées sur les entreprises publiques pour permettre de calculer le pourcentage qu'elles représentent du total des opérations réalisées par le gouvernement, ni en termes de dépenses ni de revenus, elles sont donc toujours considérées en tant qu'opérations qui ne sont pas incluses dans les rapports financiers du gouvernement central.

Ainsi, en publiant les informations avec la désagrégation selon la section précédente, dans le cadre du budget approuvé, les rapports remis au cours de l'année (trimestrielle) et le rapport de fin d'année, le pourcentage de dépenses et de revenus non inclus dans les rapports financiers consolidés et ainsi améliorer la valorisation donnée dans ce domaine.

### ID-10. Rapport sur les risques fiscaux

Pour améliorer l'indicateur relatif au suivi des entreprises publiques ou des entreprises publiques, les états financiers annuels audités de toutes les entreprises et entreprises publiques doivent être publiés dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. Ces rapports doivent inclure, pour chacune des entreprises publiques:

- Tableau avec la désagrégation des revenus et dépenses, selon la section précédente,
- Tableau détaillant les actifs financiers et non financiers,



- Tableau qui reflète les passifs, les garanties et les obligations à long terme, y compris les montants initiaux, annuels et totaux, la date de début et les modalités de la conclusion de chacune des obligations (y compris les rendements attendus et le taux d'intérêt).

### 3. Code de transparence fiscale

La dimension 3.3 *Coordination fiscale* comprend spécifiquement 3.3.2. *Entreprises publiques: le gouvernement publie régulièrement des informations complètes sur la performance financière des entreprises publiques, y compris toutes les activités quasi fiscales qu'il entreprend.* Pour être considéré à un niveau de conformité « avancé », il est suggéré d'inclure dans le budget approuvé et le rapport de fin d'année:

- Une description narrative qui combine l'analyse des informations des deux sections précédentes et son évolution au cours des 5 dernières années, avec la performance financière que chaque société a présentée.
- Une liste qui permet d'identifier les entreprises qui exercent des activités quasi-fiscales et en fournit une description et leur relation avec les informations sur les revenus et les dépenses, y compris les montants.